

C'est pourquoi je suggère que les allocations familiales soient augmentées de façon à tenir compte du coût de la vie. Ce serait là un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat selon les besoins. Il se consommerait alors sûrement plus de produits laitiers. Pour payer les allocations au lieu d'aller chercher l'argent dans les poches du consommateur, en prélevant de nouvelles taxes, il faudrait que le gouvernement autorise la Banque du Canada à émettre des crédits nouveaux, basés sur cette production. Il faudrait que la Banque du Canada soit autorisée à prêter sans intérêt les fonds nécessaires à la Commission canadienne du lait, ce qui éviterait aux producteurs de lait de payer un tribut aux contrôleurs du crédit, aux banques à charte et aux compagnies de finance.

Il ne faut pas faire payer uniquement au producteur laitier la contribution canadienne d'aide aux pays sous-développés, en fournissant à ceux-ci des produits laitiers. On dit que les deux tiers du monde sont sous-alimentés. On pourrait peut-être se servir de nos excédents pour aider ces peuples. Les pays développés dépensent en moyenne 12 milliards par année au développement du tiers-monde. Par contre, ces mêmes pays dépensent près de 175 milliards pour la défense nationale. Les pays sous-développés s'appauvrissent et les pays riches s'enrichissent davantage.

En troisième lieu, le gouvernement, en garantissant un meilleur prix aux producteurs de lait industriel, contribuerait indirectement à défrayer le coût d'un vaste programme de publicité susceptible d'encourager le consommateur canadien à utiliser davantage les produits laitiers du Canada.

Tout le monde sait combien est efficace la publicité. On réussit, au Canada, à vendre un mélange d'eau, de sucre et d'un peu de colorant—qu'on appelle eau gazeuse—à un prix correspondant à \$30 les 100 livres, alors que le même public hésite à cause d'un manque de publicité à payer aux producteurs de lait industriel la somme de \$4 les 100 livres.

Les eaux gazeuses se vendent 75c. la pinte, et le lait industriel 10c. la pinte. De plus, l'État pourrait aussi distribuer une partie des surplus de lait industriel ou nature dans les écoles, ce qui permettrait de les écouler plus facilement. On se demande si c'est possible!

Certains chiffres sont révélateurs. Une expérience a été faite aux États-Unis en ce sens et un économiste de l'UCC a déclaré au comité permanent de l'agriculture ce qui suit, et je cite:

Il y a à peu près 5 milliards de livres de lait qui sont consommés aux États-Unis par le truchement de programmes d'aide alimentaire.

C'est un programme qui était d'environ \$650 millions que le Congrès a porté à 1 milliard et demi et, récemment, le président des États-Unis

[M. Lambert.]

l'a fait augmenter pour l'année prochaine à 2 milliards.

Les Américains ne sont pourtant pas bêtes. Si cela n'avait pas de sens, il me semble qu'ils mettraient fin à ce programme. Les critiques faites à propos du programme mis en vigueur par les États-Unis ont trait à son insuffisance. C'est pour cette raison qu'on a plus que doublé le volume des crédits alloués à cet effet.

On devrait songer sérieusement à faire un tel essai au Canada avant de déclarer qu'il est impossible de réaliser cet objectif de façon avantageuse pour tout le monde.

Cela constituerait une dépense supplémentaire, oui, mais elle pourrait être compensée d'une autre façon, notamment par le maintien au travail d'un grand nombre de travailleurs qui sont menacés de perdre leur emploi dans les industries connexes à l'industrie laitière. Ces travailleurs paieraient des taxes à l'État au lieu de devenir des assistés sociaux. Je crois qu'il s'agirait alors d'un excellent placement.

En dernier lieu, étant donné que le gouvernement, par sa politique laitière, décourage un grand nombre de producteurs laitiers, non seulement les petits, mais aussi ceux qui produisent plus de 200,000 livres de lait par année et dont le quota n'est pas établi en proportion de cette production, et étant donné également qu'une partie du lait produit sera vendue à un prix inférieur au prix coûtant, à cause de la taxe sur l'exportation, qui est de l'ordre de 52c. les 100 livres, il en résultera que le ministère du Bien-être social recevra à peu près un nombre équivalent de nouveaux clients. Où allons-nous?

S'il n'est pas avantageux pour les pays sous-développés de bénéficier de nos surplus de produits laitiers, on pourrait proposer une autre solution. Peut-être accepteraient-ils qu'on leur fournisse de la machinerie et de l'outillage? Alors, il faut mettre en œuvre, et ce au plus tôt un programme de développement industriel dans les secteurs les plus touchés par la mise à pied des travailleurs du sol, afin qu'ils puissent travailler dans un autre domaine. Il faudrait donc établir un programme aussi efficace que celui qui vise à faire disparaître un bon nombre de cultivateurs.

Enfin, pour le plus grand bien du pays, il est de notre intérêt d'améliorer le sort de l'industrie agricole en établissant, dans tous les secteurs de la production agricole, des prix qui garantiraient aux producteurs de lait un revenu au moins égal à celui de ceux qui travaillent dans d'autres secteurs de notre économie.

• (4.50 p.m.)

Il demeure toujours vrai que l'agriculture n'intéresse pas seulement le cultivateur lui-